

Mouhoub ou le prix de la forfaiture

Créer l'illusion du pluralisme et offrir à admirer au monde, une «démocratie sans représentation» avec ses partis sans militants et ses initiés bien rémunérés qui se font passer pour les opposants les plus bruyants au régime.

Nous avons goûté à la répression douce et apprécié la manipulation dure.

Le régime va persuader la presse indépendante de l'avantage qu'elle aurait à se convertir en régiments de tirailleurs à son service. En été 2006, j'entendais encore M. Djar racoler avec talent : «Le temps du conflit avec la presse doit se terminer et je l'invite désormais à être aux côtés du pouvoir et pas contre lui.»

Aux côtés du pouvoir ? Avec ses ors, ses attributs et ses honneurs ? Devenir un homme de cour ? Monsieur Djar savait que sa machiavélique proposition était infaillible : il existe peu d'esprits qui ne se laisseraient griser par la proximité de l'escorte royale. Il va alors entreprendre de transformer les dirigeants des journaux libres en acteurs de la démocratie de façade en leur faisant miroiter la périphérie du pouvoir !

C'est le fameux brainstorming ! Le ministre eut, dès le mois de mai 2006, l'idée pernicieuse d'organiser ces stériles conciliabules avec les dirigeants de la presse, des séances de réflexions communes, absolument inutiles mais dont l'insigne avantage fut de donner au directeur du journal l'illusion d'être

consulté pour l'élaboration d'une stratégie de pouvoir. Le brainstorming devint vite un vocable à la mode et son charme conquiert les salles de rédaction où les journalistes n'avaient plus que ce terme à la bouche : «C'est l'heure du brainstorming avec le rédacteur en chef !» Puis s'enchaînèrent toutes sortes de subterfuges loufoques, afin d'intégrer les dirigeants de la presse dans l'arrière-cour du pouvoir.

Le plus cocasse aura été ce match de football entre les directeurs de journaux et les ministres de Boutefflika, une pathétique chorégraphie entre gens bedonnants, organisée, comble de l'infamie, en commémoration de la Journée internationale de la liberté de la presse !

Nos journaux vont perdre la voix virile qui fit leur réputation. Ils vont éviter les sujets qui fâchent le pouvoir et se prêter aux «thèmes sublimes», les reportages «pipoples», sombrant dans les vieilles ornières du détail pittoresque et de l'érotico-commercial, l'obsession dégradante de plaire à n'importe quel prix, l'amputation de la vérité par «nécessité commerciale», la flatterie des bas instincts, l'accroche sensationnelle, la vulgarité typographique ...

Créée au lendemain des émeutes populaires d'octobre 1988 avec la mission de porter la plume dans la plaie, la presse de mon pays allait se transformer en se reniant.

En quelques mois, elle succombera aux deux vices fatidiques, l'appétit de l'argent et l'indifférence à la grandeur, pour reprendre la belle formule camusienne d'un vieux confrère.

Elle était née avec une vocation fantasmée : servir la quête de justice, en s'imposant comme le plus moderne, le plus démocratique des porte-voix. Elle grandira avec les dérives redoutées : la subordination au pouvoir de l'argent,

l'obsession de servir les puissants, le souci de plaire et non d'éclairer, l'asservissement au mensonge au prix de mutiler la vérité... Elle tombera au final dans le péché irrémédiable : le mépris de ceux à qui l'on s'adresse....

Alors, pour tout cela, je crois bien que l'affaire Zoheir Aït Mouhoub est de celles qui rappellent qu'il y a un temps pour s'égarer et un autre pour payer.

M. B.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Dans un communiqué daté du 14 août 2012, le quotidien *El Watan* dénonce une entreprise de harcèlement et d'intimidation dont fait l'objet le journaliste Zouheir Aït Mouhoub de la part d'éléments de services de sécurité en civil.

Le Syndicat national des journalistes, scandalisé par de tels comportements appartenant à l'ère du parti unique, tient à exprimer son entière solidarité avec notre confrère Zoheir Aït Mouhoub et le quotidien *El Watan* et exige que cesse, sans délais, toute forme de harcèlement, d'intimidation sous quelque forme que ce soit à l'encontre du journaliste.

Aussi, le Syndicat interpelle-t-il les pouvoirs publics pour que de tels agissements ne se reproduisent plus jamais, à l'encontre de Zouheir Aït Mou-

houb ou tout autre membre de la corporation journalistique qui, du reste, ne cédera à aucune espèce de pressions ou chantages.

Vingt-trois années de harcèlement judiciaire, de pressions multiples et, depuis 1993, d'assassinats perpétrés par la horde islamiste n'ont pu en effet en avoir raison.

Et pour que de pareils dépassements disparaissent à tout jamais, le Syndicat exige des autorités compétentes, l'ouverture d'une enquête dont les conclusions devront aboutir à des sanctions exemplaires à l'encontre des agents incriminés et de leurs commanditaires

P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général Kamel Amarni